

Dérive sectaire à FO

Certains militants FO ont diffusé largement (au sein du MEEDDAT et ailleurs) des extraits d'un livre qui met incidemment (car ce n'est pas son objet) en cause François CHEREQUE, supposé ami des patrons et même supporteur de Sarkozy. Des propos mensongers et diffamatoires contre la CFDT, qui ne sont pas la seule manifestation d'une dérive sectaire à laquelle il serait souhaitable qu'un terme soit mis rapidement.

Première et dernière mise au point

Notre propos n'est pas de répondre à un tract constitué pour l'essentiel de commentaires fielleux, ironiques ou amusés de patrons participant à un déjeuner avec François CHEREQUE en mars 2007. Les notes de l'auteur sont à ce point précises que François CHEREQUE est présenté comme le « président » de la CFDT, quand chacun sait que ce poste n'existe pas et qu'il en est le secrétaire général. Difficile sans doute de prendre des notes sans être vu et, en même temps de discuter avec son voisin sans doute. Pour ceux que les termes du débat intéressent vraiment, il suffit de se reporter au compte-rendu de cette réunion, un peu plus fiable et accessible aisément sur Internet sur le site ethic.fr.

Il nous paraît par contre intéressant de revenir sur certaines questions à la lumière de l'actualité.

Face à la mondialisation, l'Europe

François CHEREQUE critiquait en 2007 la non mise en œuvre de la « stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi » (qui n'a rien à voir avec le traité institutionnel de Lisbonne). Celle-ci a été adoptée au sommet des chefs d'Etats et de Gouvernement de mars 2000, et révisée en 2005. Aujourd'hui, elle ne comporte plus que deux grands objectifs : un taux d'investissement dans la recherche et le développement égal à 3 % du PIB européen d'ici 2010 et un taux d'emploi (la proportion de la population européenne en âge de travailler qui occupe un emploi) de 70 % à la même date.

Mettre en place à l'échelle de l'Europe des politiques visant à favoriser la croissance (notamment en coordonnant les efforts de recherche et en élevant le niveau d'éducation) est pour nous indispensable. Soutenir l'emploi (notamment en créant un fonds européen pour aider les régions sinistrées à se reconvertir) n'est pas moins nécessaire pour faire reculer le chômage, mais aussi pour garantir le financement de nos systèmes de protection sociale (retraite et maladie) confrontés à un vieillissement de la population. Rappelons que pour le taux d'emploi notre pays est particulièrement mal placé : chômage des jeunes particulièrement important et mise à l'écart massive des seniors dans le privé bien avant 60 ans, avec toutes les conséquences présentes et à venir sur le niveau des pensions de retraite.

Un modèle social rongé de l'extérieur comme de l'intérieur

Tout n'est pas bon dans la stratégie de Lisbonne (on y parle « développement durable » mais le calendrier d'ouverture à la concurrence du service public de l'énergie, par exemple, a été acté lors du même sommet). Mais c'était un pas dans la définition d'objectifs autres que la libre

circulation des marchandises des capitaux pour l'Union européenne. La crise financière actuelle montre assez l'importance qu'il y a, y compris pour les salariés, à :

- agir au niveau de l'Europe pour peser à l'échelle mondiale ;
- développer des politiques économiques déterminées plutôt que faire confiance au marché et à la recherche du profit maximum pour assurer la croissance ;
- revenir sur l'actuel partage des richesses.

Une meilleure répartition des fruits de la croissance inclut le recul du chômage et de l'exclusion donc une meilleure efficacité de notre protection sociale. Mais si les grands plans sociaux font la une des journaux, ce sont les salariés des PME-TPE, qui sont les premières victimes de la concurrence exacerbée. Salaire, accès à la protection sociale complémentaire, à la formation, à un accompagnement en cas de perte d'emploi : petite entreprise est devenu synonyme de petits droits. Le développement de la sous-traitance et des formes dégradées d'emploi (temps partiel imposé, intérim) rongent notre droit social, il n'est plus suffisant de vouloir préserver les emplois stables, la sécurisation des parcours professionnels est devenue un objectif majeur.

Un défi pour les organisations syndicales

En matière sociale, la protection offerte par la loi ou les accords dans les branches professionnelles ne cesse de reculer, par volonté politique et par éclatement des entreprises. C'est donc dans l'entreprise que doit s'organiser la résistance. C'est pourquoi la CFDT a voulu la réforme en cours de la représentativité, qui privilégiera l'expression des salariés à ce niveau plutôt que des critères généraux (l'attitude patriotique pendant la dernière guerre) qui réservaient plus ou moins à 5 grandes confédérations la possibilité de signer des accords et favorisaient leur participation aux élections.

Mais le syndicalisme français est trop divisé pour être suffisamment efficace, et le pluralisme n'est pas pour nous contradictoire avec la recherche d'unité d'action. Nous nous retrouvons donc dans le communiqué commun au niveau interprofessionnel du 5 novembre CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA :

« Les organisations syndicales se sont réunies le 05 novembre 2008. Elles mesurent la gravité de la situation économique et sociale et le risque qu'on fasse payer aux salariés, demandeurs d'emploi et retraités, les conséquences de la crise en particulier en terme d'emplois, de salaires et de précarité. Elles ont décidé de se revoir le 24 novembre.

Devant l'inquiétude, l'indignation, voire l'exaspération des salariés, elles estiment de leur responsabilité d'engager un travail commun pour construire des revendications à adresser aux pouvoirs publics et au patronat. Elles affirment que la mobilisation des salariés est un impératif, plusieurs propositions sont en débat.

Elles condamnent toute politique de déréglementation et de dérégulation économique et sociale. Elles interpellent le gouvernement et le patronat pour qu'ils prennent la mesure de la situation. »

Certains camarades de FO, qui préfèrent polémiquer (tout en affirmant ne pas remettre en cause les qualités morales et militantes des camarades CFDT qu'ils rencontrent au plan local : merci quand même !), sont vraiment à côté de la plaque.